

Droit fiscal

● (2040)

[Traduction]

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Madame l'Orateur, j'ai prêté une oreille assez attentive aux propos du député de South Shore (M. Crouse) qui a déclaré, en regardant dans notre direction, que l'amendement proposé par notre parti était entaché de trois défauts: d'abord il était irréfléchi; ensuite, il n'était pas documenté et, enfin, il a dit ni plus ni moins qu'il était stupide.

Des voix: Bravo!

M. Leggatt: Le député a également fait un commentaire à notre intention. Il nous a recommandé la prudence. Il a demandé pourquoi les gens de l'autre côté n'exerçaient pas une certaine prudence puisque ce sont des restrictions qui s'imposent. Je lui demande si ce sont des restrictions dont nous avons besoin, compte tenu des statistiques d'aujourd'hui qui nous révèlent que nous sommes tout près d'atteindre le million de chômeurs.

Le parti conservateur veut résoudre ce problème en présentant un amendement qui remettrait quelque 500 millions de dollars, à raison de 5 p. 100, dans l'économie. Telle est la solution mesurée et prudente qu'il propose. A mon avis, elle n'aura pas les effets voulus.

Il ne faut pas s'y tromper, c'est un budget favorable à la classe aisée. Le gouvernement opère selon la vieille théorie du filtre; si on verse assez d'argent au sommet, il va filtrer à travers toutes les couches de la société pour atteindre finalement le fond, et il en reste assez pour gonfler le pouvoir d'achat et remettre en marche l'économie. Je pense que les choses ne se passent pas ainsi.

Ce qu'il faut à l'heure actuelle, étant donné le climat d'incertitude économique où se trouve le monde occidental, les États-Unis connaissant un taux de chômage qui dépasse 8 p. 100 et ne cesse d'augmenter, c'est une dose massive de capital au bas de la structure économique, et ce serait la conséquence de l'amendement proposé par notre parti.

Des voix: Bravo!

M. Leggatt: Le ministre des Finances (M. Turner) est assis près de moi . . .

Une voix: Avec tous les autres conservateurs.

M. Leggatt: Oui, il est assis avec tous les autres conservateurs et semble en voie de conclure une autre alliance avec l'Alberta. Si la Chambre juge à propos d'accepter notre amendement, cela voudra dire qu'environ 4 milliards de dollars retourneront au niveau inférieur de l'économie, d'un seul coup, pour relancer l'économie. Compte tenu des 10 millions de contribuables, ces 4 milliards de dollars pourraient produire environ 1.5 milliard d'impôts, de telle sorte que le coût réel de la proposition de notre parti serait de 2.5 milliards. Je dis que c'est la façon sensée d'agir en temps de crise. Ainsi, un seul parti à la Chambre ce soir est conscient que nous vivons une période de crise réelle et d'incertitude; c'est le seul parti à la Chambre qui a le courage de réagir ainsi devant cette incertitude.

Des voix: Oh, oh!

M. Leggatt: Ce que le gouvernement propose dans le budget pour le logement ne vaut pas la peine qu'on en parle. Il nous faut 400,000 mises en chantier cette année.

● (2050)

Sans doute pourrait-on dire que c'est un budget de motivation, tout à fait caractéristique d'un régime de libre

[M. Allard.]

entreprise; il enrichira les riches en leur permettant espérons-le d'empocher cet argent et de cesser d'acheter des yachts et des Cadillac dont les ventes sont à la hausse, alors que celles des voitures à prix modique sont à la baisse. Nous espérons que le budget modifiera les priorités, les éloignant de ces articles pour les réorienter vers l'économie. Ce n'est sûrement pas la façon dont les choses se passent ou se sont jamais passées dans la vie, et quiconque a étudié l'histoire économique de notre pays au cours de la dernière décennie sera de mon avis.

Ce qu'il nous faut, c'est un véritable allègement fiscal et une amélioration du revenu des économiquement faibles. Or, le budget s'en remet tout simplement au secteur privé pour redonner de la vigueur à l'économie. Mais c'est le secteur privé, non le secteur public, qui a manqué à ses engagements envers notre pays. Maintenant que le secteur privé a manqué à ses engagements envers le pays, le gouvernement réagit en l'étaçant: il faut apparemment l'arc-bouter, sans quoi il s'effondrera. Je n'accepte pas cette thèse. Je crois que le pays peut s'accommoder d'un peu plus de socialisme et d'un peu plus de nationalisation.

M. Peters: Un peu moins de socialisme pour les capitalistes.

M. Leggatt: Il est intéressant d'étudier la réaction qu'a récemment eue le ministre au sujet des salaires: nous craignons vraiment cette année, disait-il, que les salariés canadiens en demandent trop. C'est drôle qu'en 1972, 1973 et 1974 les profits des grandes sociétés au pays aient atteint un sommet sans précédent, mais où était alors le ministre des Finances (M. Turner)? Où cachait-il toutes ces larmes de crocodile au sujet de restrictions? On a dit: un instant, messieurs, vous prenez une portion beaucoup trop importante de la partie du produit national brut qui va aux corporations. Je n'ai pas entendu de cris d'angoisse, mais, soudainement, quand les salariés du pays ont vraiment la possibilité de réclamer une part plus importante du gâteau, nous commençons tous à parler de restrictions, de consensus national, de contrat social à réaliser.

J'aurais aimé entendre dire cela il y a quatre ou cinq ans, pas cette année. C'est une des raisons pour lesquelles on se demande vraiment si le gouvernement actuel est sérieux lorsqu'on voit ce qu'il a fait ces trois dernières années.

Voyons les profits de certaines de ces grandes sociétés. En 1971, les profits nets de l'International Nickel, après déduction des impôts et des frais, étaient de 94 millions. En 1972, ils sont passés à 109 millions. En 1973, à 226 millions. Imperial Oil a eu des profits de 141 millions en 1971. Ils sont passés à 157 millions en 1972 et à 228 millions en 1973. MacMillan Bloedel a enregistré des profits nets de 22 millions en 1971. Ceux-ci ont été de 37 millions en 1972 et de 81 millions en 1973. Tout cela est arrivé sous cet effrayant gouvernement socialiste. Je ne sais pas ce qui est arrivé à MacMillan Bloedel. Elle devait faire partie de l'industrie extractive à qui, comme me l'a dit aujourd'hui le ministre des Finances, le gouvernement socialiste de Colombie-Britannique a fait la vie dure. A mon avis, MacMillan Bloedel et les autres grandes sociétés de Colombie-Britannique ont fort bien réussi sous le gouvernement néo-démocrate et ce genre de propagande ne prend plus. La province s'est enfin déniaisée.